

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Mars 2020



Couvrir les élections
sans nuire !

Editorial :

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com



Facebook : Maison de la Presse du Burundi

Site web : www.mdp.org.bi

CHIRO-Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Les médias conditionnent-ils le déroulement des élections et les résultats des urnes ? La question fait débat. Elle est opportune partout au monde surtout à l'époque des médias sociaux et de la mondialisation. Elle l'est aussi aux Grands Lacs, une année après des élections en RD Congo et à deux mois des élections au Burundi. En plus, au Sud-Kivu et au Burundi où nous intervenons, la rumeur « se porte bien » surtout pendant les élections.

Les journalistes ont un grand rôle à jouer pour que les élections ne génèrent pas des conflits ou ne ravivent ceux qui existent déjà. Pour les hommes et femmes des médias, c'est le moment de se rappeler les principes éthiques et déontologiques à observer mordicus. Se dire surtout qu'il faut agir en amont par l'éducation des électeurs et accorder équitablement l'espace aux politiques pour « vendre » leurs projets de société.

Les journalistes burundais sont ainsi amenés à faire preuve de neutralité, impartialité et professionnalisme. La plupart d'entre eux disent avoir appris à mieux faire et tiré des leçons des élections antérieures ! Leur responsabilité sociale, le respect du Code de déontologie de la presse et du Code de conduite des médias et des journalistes en période électorale sont particulièrement mis à l'épreuve pendant cette période. Ainsi, 20 journalistes ont été formés au Centre de Formation des Médias (CFM) de la Maison de la Presse du Burundi, pour savoir « quoi faire et quoi éviter » durant les élections.

De l'autre côté de la frontière, à Lusenda en RDC, plus que 30.000 burundais vivent encore dans le camp de réfugiés. Certains disent attendre la fin des élections pour retourner au pays natal, si la situation « est favorable ». Pour survivre là-bas, certains cultivent la terre. Notre partenaire Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) intervient en faveur de la cohésion sociale entre les résidents et les réfugiés, ainsi il facilite l'accès aux champs pour les réfugiés. D'autres réfugiés ont eu le culot de cultiver clandestinement des champs qui ne leur appartiennent pas. Bien sûr, cela n'était pas vu d'un bon œil par la communauté d'accueil. SVH a dû intervenir pour faire la médiation, avec succès ! Le Directeur Exécutif de SVH,



Evariste Mfaume a été distingué comme lauréat régional pour l'Afrique de la distinction Nansen 2019 de l'UNHCR pour avoir consacré sa vie à défendre la cause des déplacés.

Toujours au Sud-Kivu, le Groupe de Travail Thématique Mines (GTTM) de Bukavu a regagné la confiance des autorités provinciales, après une crise de leadership qui mettait en jeu son existence. L'organisation recharge les batteries pour relancer le plaidoyer et booster le respect des droits humains dans les sites miniers.

Au même moment, CHIRO-Burundi intervient aussi pour la cohésion sociale à travers des clubs de paix initiés par le projet « Amahoro ». A leur actif, il sied de citer entre autres une médiation réussie au sujet d'un vieux et violent conflit foncier entre deux frères à Mwaro. L'ambition est d'installer en 02 ans 40 clubs de paix à travers tous les 08 diocèses catholiques que compte le Burundi. « Petit à petit, l'oiseau fait son nid ! ». Le cas de Mwaro nous encourage.

Enfin, le benjamin de nos projets « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » prend forme, en dépit des difficultés rencontrées au démarrage et pendant l'exécution du projet. Son objectif est de marier les actions de paix à celles de développement en province de Gitega. C'est pourquoi, il aide 20 associations locales à travers des micro-projets, pour améliorer les revenus et réduire le potentiel de conflits.

Berend Becker

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

SOMMAIRE

Couvrir les élections sans nuire !

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



4

Oublier son autorité pour régler un conflit foncier

Jacques Asunge, Evariste Mfaume



6

Avec le club de paix de Mwaro, finie la loi du talion !

Innocent Nkezumukiza, Soumana Kailou



8

L'union fait la force !

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



10

Des micro-projets pour faire face à la pauvreté !

Abraham Shemezimana, Live Irakoze



12

Couvrir les élections sans nuire !

Vingt journalistes burundais des médias publics et privés sont engagés à partager leurs connaissances et à couvrir professionnellement les élections. C'est au terme d'une formation tenue du 19 au 22 novembre 2019 à la Maison de la Presse. Grâce aux leçons du passé, ils comptent aussi mieux veiller à leur sécurité et contenir le trauma.



Journalistes en train d'échanger sur la couverture des élections

Tout ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort », disait le metteur en scène français François Morel. « Les élections antérieures, surtout celles de 2015 nous ont beaucoup appris », résume l'un des journalistes ayant participé à la formation sur « la couverture médiatique des élections ». Lui et ses collègues veulent à tout prix capitaliser les leçons apprises. C'est pourquoi, ils s'engagent à assurer une couverture médiatique des élections avec professionnalisme et impartialité. « Le journaliste devra être présent sur le bureau de vote d'affectation, garder tout le temps son téléphone ouvert et chaque fois vérifier la crédibilité de toute information », dit avoir compris Audrey Mariette Rigumye, jeune journaliste d'Iwacu.

Mais, bien couvrir les élections signifie avant tout agir en amont par l'éducation des électeurs même des couches sociales souvent oubliées, favoriser la cohésion sociale et la réconciliation à travers la prévention et la gestion non-violente des conflits récurrents en période électorale. Or, les premiers scrutins du marathon électoral sont programmés pour le 20 mai avec des communales couplées avec les législatives et la présidentielle. En pareilles circonstances, un journaliste responsable tient mordicus aux principes éthiques et déontologiques en évitant entre autres le parti pris, l'incitation à la haine ainsi que la corruption.

De plus, un nouveau « Code de conduite des médias et des journalistes en période électorale » édicté par le Conseil National de la Communication

(CNC, organe de régulation des médias au Burundi) interdit notamment de diffuser des résultats électoraux autres que ceux fournis par la CENI. Cela avait suscité des inquiétudes dans certains médias.

« Depuis 2015, les bureaux de vote sont à plus de 11.000 à travers tout le pays. Comment, avec des effectifs n'atteignant pas 200 envoyés spéciaux, est-il possible de recueillir l'essentiel de la réalité électorale des 11.000 bureaux de vote ? Le journaliste qui n'a pas la faculté d'être double, ne peut être dans tous les bureaux de vote », explique Jacques Bukuru, formateur et Secrétaire Exécutif du CNC. « Au Burundi, il n'existe pas d'organismes fiables qui réalisent des sondages. Par le passé, notamment en 1993, le président sortant Pierre Buyoya était désigné gagnant par les sondages. C'est l'inverse qui s'est produit », ajoute-t-il. Pour M. Bukuru, il faut plutôt dédramatiser le contexte qui avait entouré la conception et la publication du code de conduite. « Dites à vos confrères qu'aucun piège n'a été tendu par le CNC. Le travail professionnel des journalistes ne sera pas du tout entravé par ce code », engage-t-il les apprenants.

Un bon journaliste est avant tout un journaliste vivant !

La Constitution burundaise du 07 juin 2018 garantit, en son article 31 la liberté d'expression. De son côté, la Loi sur la presse du 14 septembre 2018, en son article 45 ga-

rantit le libre accès aux sources d'information ainsi que le droit d'enquêter et de commenter sur les faits de la vie publique. Quant à l'article 46, il stipule que : « *Le journaliste a droit à la sécurité de sa personne et de son matériel* ». Il y a donc un hiatus entre la loi et sa mise en pratique car des journalistes burundais sont souvent arrêtés, jetés en prison, battus, menacés ou leur matériel saisi.

Sinon, « *Iwacu ne serait pas en train de payer un si lourd tribut avec un Jean Bigirimana porté disparu depuis 03 ans et demi et 04 journalistes emprisonnés à Bubanza pour avoir été là-bas rien que pour investiguer sur une attaque rebelle à partir de la frontière commune avec la RD Congo* », pensent certains journalistes en formation. « *Avoir de l'expertise, une formation de base sur les premiers secours, connaître les textes de loi, mesurer les risques, minimiser le stress, avoir un bon carnet d'adresse et identifier les alliés sur terrain, éviter les insignes des partis politiques...* » sont entre autres les conseils prodigués par les formateurs du Centre de Formation des Médias (CFM) alignés par la Maison de la Presse pour former leurs collègues. Car, « *un bon journaliste est avant tout un journaliste vivant !* », devaient-ils leur rappeler, à plusieurs reprises.

« *Il faut offrir la même formation aux journalistes et correspondants locaux de presse opérant à l'intérieur du pays* » recommande Francine Ndiwokubwayo, elle aussi formatrice. Avec raison car ces journalistes et correspondants de presse ont parfois considérés à tort comme des « *ennemis de la Nation* ». Ce qui les pousse parfois à travailler la peur au ventre, sombrant même dans l'auto-censure.

Parmi les apprenants, il y en a qui ont déjà été déployés pour la couverture des élections antérieures. Ils ont donné des témoignages sur les difficultés multiples qui entravent l'accès aux informations crédibles.

Savoir gérer le trauma

Une bonne couverture des élections suppose aussi pour les journalistes une formation préalable et une initiation aux risques psycho-traumatiques. Ceci pour mieux se protéger, minimiser le stress et augmenter la capacité d'adaptation à l'impact traumatique.

Pour Pierre-Claver Njejjimana, formateur psychologue les journalistes burundais exercent dans un climat tendu. Ce dernier est particulièrement exacerbé par le contexte électoral et les conflits qui vont avec. « *Les journalistes travaillent souvent sous le traumatisme et ont peur de dire le contraire de ce que les autres pensent. Il leur arrive de violer leurs valeurs et les principes déontologiques pour ne pas s'attirer les foudres des responsables sécuritaires, administratifs ou politiques* », déplore-t-il.

La situation se complique davantage en période d'élections, surtout quand le journaliste traumatisé doit interviewer un politicien lui-même traumatisé. « *Dans pareille situation, le journaliste n'a pas d'outils pour gérer ses propres émotions et l'interview risque de tourner en fiasco. C'est pourquoi, un travail de résilience est nécessaire pour les journalistes avant les élections* », explique-t-il.



Brainstorming sur des élections démocratiques

« *Avant de passer à l'interview, évaluez si vous ne vivez pas avec le trauma et si votre interlocuteur n'a pas non plus subi un événement potentiellement traumatisant dans ses derniers jours. Il s'agit de tout événement de nature menaçante ou atroce comme de la violence physique ou sexuelle (y compris la violence domestique), l'exposition à des atrocités, à la destruction du foyer de la personne ou des accidents ou blessures graves* », conseille M. Njejjimana.

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE/MDP

Extrait du Code de conduite des médias et des journalistes en période électorale 2020 :

Article 10 : Ne pas publier ou diffuser par quelque canal que ce soit, l'internet compris, les résultats provisoires ou définitifs d'une élection autres que ceux annoncés officiellement par la Commission Electorale Nationale indépendante ou ses démembrements.

En aucun cas, le résultat des sondages ne peut être considéré comme une source d'information pour les médias.

Article 13 : Pendant la période électorale, les médias et les journalistes s'abstiennent de toute incitation à la haine ethnique, régionale, religieuse, raciale et au trouble à l'ordre public.



Séance de médiation à Katungulu I

Katungulu I-Territoire de Fizi/RD Congo

Oublier son autorité pour régler un conflit foncier

La Dynamique Locale de Paix (DLP) de Lusenda a réussi une médiation foncière en décembre 2019 entre la cheffe du village de Katungulu I et des réfugiés burundais. Ces derniers avaient occupé et cultivé son champ sans son consentement. Pour y arriver, la cheffe du village a dû renoncer à son autorité pour se mettre dans la peau de ses « adversaires ».

« **J**e m'engage à travers l'accord de médiation que j'ai signé le 17 décembre 2019 devant des témoins et à laisser ces 12 occupants réfugiés burundais continuer à entretenir leurs champs. Néanmoins, après la récolte, celui qui serait intéressé à poursuivre ses travaux champêtres doit me consulter et devons ensemble conclure une convention », déclare Ungwa Nepose Mwajuma, cheffe du village Katungulu I.

« ...J'avais peur de perdre mon temps, mon énergie, mon argent et surtout ma relation avec les résidents », indique Térance Nibigira, l'un des protagonistes à la cheffe du village. Au départ, elle avait du mal à contenir sa colère, ayant appris qu'une équipe de réfugiés ont eu le culot d'occuper et même cultiver sa propriété sans son autorisation. Il s'agissait de 07 femmes et 05 hommes qui avaient occupé le terrain comme si de rien n'était et attendaient la récolte.

Mais, dès les premiers contacts, la cheffe du village a fait preuve d'esprit de fair-play. « Quand nous avons été attrapés, je me suis senti, dans un premier temps frustré. Par la suite, j'étais un peu encouragé par l'attitude non-violente de la cheffe du village à notre égard. Elle pouvait y aller de son autorité pour nous contraindre à abandonner son terrain. Elle a plutôt usé de l'humilité. Ainsi, au terme de la médiation facilitée par la DLP, la propriétaire a pris

l'engagement de nous laisser jusqu'à la récolte » se réjouit Térance Nibigira, l'un de ces réfugiés burundais du camp de Lusenda.

Parent, mieux qu'autorité....

Pour Ungwa Nepose Mwajuma, le conflit risquait de consacrer une cassure entre les résidents congolais et les réfugiés burundais. Or, ils sont tous comme ses propres enfants, donc à protéger et à conseiller. « Je déteste la violence comme mode de gestion des conflits, même lorsque de grands intérêts sont en jeu. L'autre avantage est que, étant une partie au conflit, il m'était facile d'aider la médiation à prendre une voie réfléchie pour un dénouement qui ne relance pas le conflit au risque de compromettre la cohabitation.... Les réfugiés burundais sont une partie de mon peuple, tout comme les résidents. Malgré les désagréments, tous méritent ma protection et mes conseils, pour des relations bienveillantes » souligne-t-elle.

Le processus de médiation n'était cependant pas des plus faciles pour la DLP Lusenda, surtout qu'il impliquait une autorité coutumière. Selon Tengeneza Wabikwa, modératrice de la DLP, il y a eu plusieurs rendez-vous ratés entre les protagonistes du conflit. « Cela n'a pas découragé les membres de notre DLP. Ils ont plutôt tiré chaque

fois de nouvelles leçons dans cet exercice. Ainsi, les réfugiés burundais ont exigé la présence des gestionnaires du camp, de la commission nationale pour les réfugiés (CNR) et le représentant du comité directeur du camp. De leur côté, la plupart des membres du conseil des sages du village Katungulu I ont fait preuve d'indifférence et même de méfiance, considérant le processus comme une pure perte de temps », fait-elle remarquer. Selon toujours la modératrice Tengeneza Wabikwa, il aura fallu créer des sous-commissions au sein de la DLP travaillant en non formel avec les acteurs et parties prenantes gagnés au processus de médiation.

Des réticents et des pessimistes...

Malgré les résultats de la médiation, certains leaders locaux pensent en veulent aux réfugiés burundais. Pour eux, ils sont imprévisibles et cherchent à s'accaparer de leurs terres par tous les moyens.

« Il est prudent de considérer les réfugiés burundais comme nos ennemis. Ils ne veulent pas cohabiter avec nous, communauté hôte. Nous leur donnons gratuitement des étendues arables ou à travers la location. Mais, la plupart d'entre eux développent des moyens illégaux pour devenir propriétaires à part entière. C'est ainsi que certains cultivent bananiers et palmiers à huile, des cultures

pérennes pour rester plus tard sur nos terres... », s'emporte Fikiri Abonga du village Katungulu I.

De son côté, Jean Mpaniye, réfugié burundais du camp de Lusenda estime que le processus conduit par la DLP n'a aucun intérêt ni pour lui ni pour les autres réfugiés. « Je n'ai rien gagné avec le processus de médiation et les engagements pris. C'était juste une perte de temps : dans tous les camps des réfugiés au monde, il n'y a pas de terres à cultiver. Pareil au sein de notre camp de Lusenda. Donc, il y aura toujours des conflits fonciers entre nous et les résidents », dit-il, pessimiste.

Cependant, l'administrateur du camp de réfugiés burundais de Lusenda salue les efforts fournis. « La DLP joue un rôle crucial et nous aide à régler pas mal de conflits sans recourir à la violence. C'est le cas des conflits fonciers entre résidents et réfugiés burundais. Des cartes de conflits, des positions des uns et des autres ainsi que des besoins des acteurs sont discutés lors des réunions », explique Didier Numbi Wa Numbi. Néanmoins, il craint que la DLP soit débordée par le nombre et l'ampleur des conflits, surtout que les moyens soient toujours limités. « Il est grand temps de développer des synergies d'actions avec d'autres acteurs humanitaires » recommande-t-il.

Jacques Asunge, chargé de projet « Tujenge Pamoja »

Evariste Mfaume, Directeur Exécutif de SVH



Evaluation de la mise en oeuvre des engagements pris lors de la séance de médiation

Pratiques d'accès aux terres arables à Lusenda et ses environs :

Plusieurs modes sont mis à profit par les réfugiés burundais et les résidents pour accéder à la terre.

La location est le mode normal et régulier. Elle est en moyenne de 25.000 FC par mètre carré. Au-delà de location, il y a la compensation dans l'hypothèse où un (e) agriculteur (trice) réfugié (e) burundais (e) cultive une partie des terres aux résidents qui lui donnent en contrepartie une autre portion à cultiver.

Il y a, en plus les cas de donations entre amis, connaissances et surtout après le plaidoyer sur l'accès aux terres au profit des réfugiés burundais, les plus vulnérables, facilité par la DLP.

Avec le club de paix de Mwaro, finie la loi du talion !

Deux frères « ennemis » Gérard Barankeba et Emmanuel Ntahizaniye de la colline Taba à Mwaro viennent de se réconcilier après 26 ans de violent conflit foncier. C'est grâce à la médiation du club de paix « Imboneza za CHIRO » et une pièce de théâtre participatif. La communauté en est soulagée.



Les protagonistes et les médiateurs du conflit foncier

Après 26 ans de conflit foncier violent, deux frères : Gérard Barankeba et Emmanuel Ntahizaniye se font enfin la paix ! Membres du mouvement CHIRO-Burundi, succursale de Kirambi, ils ont enfin accepté la médiation du club de paix « Imboneza za CHIRO » créé en 2019 par le projet « Amahoro ».

Les bons offices du club de paix ont abouti après plusieurs tractations et l'ensemble de la communauté a poussé un ouf de soulagement. « Finie la guéguerre entre les deux frères qui perdurait. On avait du mal à savoir de quel côté nous ranger. Toute leur famille était divisée. Aucun Mushingantaha ni responsable religieux n'avait pu les réconcilier, malgré les nombreuses tentatives », se rappelle un voisin de longue date.

Le club de paix « Imboneza za CHIRO » s'est installé dans la région pastorale de Mwaro pour aider les membres de la communauté à régler leurs conflits sans recourir à la violence ni attendre les longues procédures judiciaires. Les deux frères n'ont pas tardé à intégrer le club. A travers des

formations sur la gestion non-violente des conflits, ce vieux conflit a finalement été vidé malgré les réticences et surtout la méfiance que les deux hommes avaient au départ à l'égard de ce club de paix. Le processus de réconciliation avait démarré en juillet 2019 et un règlement à l'amiable a été trouvé à la fin de cette même année.

« Nous ne sommes plus régi par la loi du talion : œil pour œil, dent pour dent. L'ensemble de la communauté a souffert de ce conflit suite aux disputes répétitives dans ces deux familles. Que cela serve de modèle pour régler d'autres conflits fonciers dans la région Mwaro ! », recommande Arcade Barayandema, l'un des membres de l'équipe de médiation.

La terre ou la mort !

A Mwaro comme partout au Burundi, le foncier reste une question déterminante pour la survie d'une très grande majorité de Burundais vivant exclusivement de la terre et de ses ressources. C'est pourquoi, l'essentiel des dossiers pendant devant les juridictions sont de nature foncière.

Le conflit entre Emmanuel Ntahizaniye et Gérard Barankeba, deux frères vivant sur la colline Taba était né d'une dispute autour d'une limite d'un terrain hérité de leurs parents. Au total, 04 enfants avaient hérité de cette terre et toute la famille vivait en harmonie auparavant.

« L'escalade est intervenue quand Gérard Barankeba a construit sa nouvelle maison sur le terrain familial non encore partagé entre les héritiers. Cela a envenimé ses relations avec Emmanuel Ntahizaniye. Maintes fois, Gérard Barankeba s'est vu sommer de démolir cette maison mais s'y est opposé énergiquement, arguant que cette dernière se trouve dans la trajectoire de la parcelle déjà héritée alors qu'elle n'est pas encore partagée », explique Emmanuel Ntahizaniye.

Depuis lors, les deux frères se regardaient en chiens de faïence et ne saluaient même plus. Toute la communauté en était au courant, y compris les structures de l'Archidiocèse de Gitega chargées de la régulation de ce type de conflit.

Une pièce théâtrale salutaire

« Notre conflit avait commencé en 1993 lorsque Gérard construisait sa maison. Je lui avais demandé de démolir une partie de sa maison qui s'est retrouvée dans ma portion de terrain. Notre divergence s'est vite accrue car chacun d'entre nous était encouragé par ses voisins et certains membres de la famille qui habitent sur d'autres collines. Je ne voulais même plus voir mon frère dans le milieu, même si je n'avais aucune intention d'attenter à sa vie », explique Emmanuel Ntahizaniye.

Mais, au fur et à mesure que les enfants des deux frères

ennemis grandissaient, ils s'informaient de ce qui divisait leurs parents sans pour autant vouloir interférer, de quoi étonner plus d'un. « C'est pourquoi, à un certain moment, j'avais honte car nos enfants semblaient plus sérieux que nous », se souvient-il.

Mais, tout a basculé depuis que les CHIROS de la paroisse Nyabihanga ont participé à une présentation d'une pièce du théâtre participatif sur les conflits fonciers. A l'opposé du théâtre passif, le théâtre participatif est interactif car les spectateurs interviennent à la fin du programme pour confronter le jeu à la vie réelle.

« Après le départ de la troupe, j'avais approché un ami pour lui dire que la pièce théâtrale a été montée au sujet du conflit qui existe entre nous deux. Il m'avait répondu qu'aucun membre de la troupe ne connaît le conflit qui persiste entre nous deux. Depuis, j'ai demandé à Arcade Barayandema et Diomède Sindabizera, tous membres du club de paix de m'aider à me réconcilier avec mon frère Gérard », ajoute-t-il.

« Au plus fort du conflit, nous avons maintes fois failli nous battre. Certaines personnes se sont chaque fois intercalées entre nous. Par après, elles ont tenté de nous réconcilier sans succès car chacun de nous tenait à la victoire physique », se rappelle Gérard Barankeba.

Mais, un jour Arcade Barayandema et Diomède Sindabizera ont encore tenté une réconciliation et Gérard Barankeba a accepté, à condition de ne pas démolir sa maison. Puis, Emmanuel Ntahizaniye a fait de même et tout était parti !

Innocent Nkezumukiza, chargé de projet « Amahoro », a. i
Soumana Kailou, Assistant Technique de Paix d'EIRENE/CHIRO



Gérard Barankeba (à gauche) et Emmanuel Ntahizaniye après la médiation

Un club de paix est un regroupement des membres du mouvement CHIRO-Burundi d'une région pastorale pour renforcer la paix et la cohabitation pacifique.

A cet effet, les actions fondamentales menées par le club de paix sont :

- Analyser régulièrement le contexte et planifier les activités de paix, de réconciliation et de développement pour les CHIROS ainsi que les vulnérables de la communauté.
- Assurer la transparence dans la mobilisation et la gestion des biens matériels et financiers des CHIROS.
- Renforcer le leadership des femmes CHIROS dans les paroisses et succursales.



Le comité exécutif du GTTM avec Soumana Kailou d'EIRENE (à gauche)

Bukavu

L'union fait la force !

Le Groupe de Travail Thématique Mines (GTTM) de Bukavu travaille avec des poids lourds du secteur des mines : les entreprises privées et les autorités. Le groupe a eu quelques réussites avec le plaidoyer pour une exploitation des minerais plus juste au bénéfice de la population locale. Mais chaque médaille a son revers.

Safanto Bulongo de l'organisation « Max Impact » et du GTTM est désormais Coordinateur du Cadre Provincial de Suivi des activités minières (CPS) au Sud-Kivu. Il a été nommé par un arrêté du Gouverneur de province, en janvier 2020. Ainsi renaît la confiance auprès des autorités, après une période de brouille et de crise de leadership au sein de ce consortium. Serge Namira, « Team Leader » du GTTM se réjouit de cette création d'un CPS inclusif, composé du Gouvernement Provincial, la Chambre des Mines, la Fédération des Entreprises du Congo et le GTTM. Le CPS gère entre autres le Basket Fund pour le développement des communautés riveraines des sites miniers.

A la question de savoir si cette structure est prise au sérieux comme partenaire d'égal à égal par les multinationales et les autorités congolaises, Blaise Bubala, son rapporteur répond véhément « Oui ! ». « Parfois, ils viennent vers nous, quand ils commencent à avoir peur. Nous cherchons toujours des partenaires stratégiques à l'intérieur d'une compagnie ou un Ministère. Ces points focaux nous fournissent des informations et nous les utilisons pour dénoncer le mal. C'est ça notre arme ! Dire la vérité et dénoncer les malfaiteurs », explique-t-il.

Ayant commencé avec 08 organisations membre, le consortium est aujourd'hui composé de 34 Associa-

tions Sans but Lucratif, Organisations Non-Gouvernementales, Centres de Recherche et Universités, focalisé sur les questions minières, gazières et pétrolières dans la province du Sud-Kivu, une province riche en ressources naturelles. Le GTTM veut être un contre-pouvoir efficace, aider à écarter les mauvaises pratiques dans le secteur, confronter « les Grands », qui ont leurs propres intérêts et tous les moyens pour les avoir. Parmi ces « Grands » figure le Ministère des Mines, les entreprises multinationales comme BANRO et certains individus et groupes qui facilitent le trafic illégal des minerais.

La Déclaration de Paris de 2005 entre les donateurs et les gouvernements sur l'efficacité de l'aide publique au développement définit une feuille de route pratique de 56 engagements pour accroître l'efficacité de l'aide. Parmi les engagements pris se trouve la création d'un cadre pour faire participer la société civile. Trois ans après la déclaration de Paris, la RD Congo a essayé de créer ce cadre. Les Groupes de Travail Thématique (GTT) ont été établis dans toutes les provinces pour 18 domaines identifiés avec comme but « d'avoir des experts de la société civile pour influencer positivement les ministères sectoriels », selon Serge Namira. Ce dernier est le « Team Leader » d'un de ces groupes, le « Groupe de Travail Thématique Mines et Hydrocarbures de Bukavu », mis en place en 2011, et reconfirmé par le Bureau de la

La voix des sans voix

Dans ce travail avec les acteurs de taille, le GTTM n'utilise que des mots ! Mais, ces derniers peuvent pousser les géants jusqu'à les faire tomber. Blaise Bubala part d'un exemple récent : suite aux enquêtes et dénonciations par ce réseau, l'exploitation illicite de la société chinoise « Congo Bluent Mining » a été suspendue, fin 2019.

Le commerce illicite est parmi les plus grands défis dans le secteur. « *Qui contrôle les pirogues remplies d'or qui traversent le lac Kivu pendant la nuit pour aller au Rwanda ?* », se demande-t-il.

Des autres défis importants sont l'exploitation par des personnes non-éligibles, le nombre insuffisant des sites qualifiés et validés, des politiques inadéquates, les conditions inhumaines de travail des creuseurs (femmes et enfants inclus), la pauvreté persistante des communautés autour des sites miniers et la quasi-absence des écoles, des hôpitaux, des routes, d'électricité..., la dégradation de l'environnement et surtout les nombreux conflits entre certains exploitants artisanaux et industriels ou entre les concessionnaires fonciers et miniers, parfois réglés avec l'appui des groupes armés.

Les communautés autour des sites miniers sont souvent négligées, leurs ressources remplissent les poches des autres qui n'ont aucun intérêt que les communautés sortent de la misère. C'est pour ces communautés marginalisées que le GTTM prend la parole et c'est à eux qu'il donne une voix !

Les Multinationales se concertent avec le consortium parfois comme dernier sauvetage s'apaiser une communauté en colère. Surtout, quand elles sont obligées de délocaliser la population après l'achat d'une licence d'exploitation à Kinshasa. Le GTTM a été sollicité par BANRO pour accompagner plusieurs communautés à Luhwindja en Territoire de Mwenga dans le processus de la délocalisation. BANRO et une partie de la population avaient refusé de se faire délocaliser. Des jeunes hommes de la communauté étaient en rage. Ils menaient des attaques sporadiques contre les personnels et matériels de BANRO. GTTM a dû accompagner BANRO et la population et ainsi la délocalisation a eu lieu, moyennant une indemnisation de la population.

Pour Viviane Sebahire, Vice-Team Leader du GTTM, la contribution à la rédaction du nouveau Code Minier de la RD Congo est un autre grand succès du consortium. La loi minière de 2002 accordait plus d'avantages aux entreprises minières au détriment des intérêts des communautés locales. Le nouveau code définit la responsabilité sociétale des titulaires des droits miniers vis-à-vis des communautés locales riveraines des sites d'exploitation.

Les médias mis à contribution

Pour la vulgarisation des informations, le réseau travaille avec le peu de médias indépendants et pas facilement manipulables de la province. Par exemple, Radio Maendeleo déplace ces journalistes spéciali-

sés dans l'investigation sur les sites pour collecter des informations auprès des creuseurs artisanaux, des habitants des alentours des sites miniers et d'autres acteurs impliqués dans les activités minières. Au retour, des magazines radio sont produits et diffusés sur la radio ou postés sur son site internet.

Les produits médiatiques influencent souvent les acteurs clés. A Lumbishi par exemple, en Territoire Kalehe, après des productions radiophoniques, un comité de pilotage pour le suivi des activités minières a été mis en place, chapeauté par le chef de poste de Lumbishi. Le GTTM et la radio Maendeleo ont aussi motivé les creuseurs à s'organiser en coopératives et prendre l'engagement de ne plus faire travailler les enfants et les femmes dans les sites artisanaux.

Selon Thaïs Bagula, directeur de la radio Maendeleo, cette structure a des atouts, mais aussi des limites. Pour lui, il a pu influencer les acteurs œuvrant dans le secteur minier à respecter la traçabilité. « *Les miniers se sentent redevables et contribuent au développement des zones d'exploitation et le gouvernement s'implique dans le contrôle des activités minières. Mais le GTTM ne couvre pas tous les sites miniers pour des raisons de sécurité et des finances et aussi ils ont très peu d'influence sur les militaires et groupes armés présents dans certains sites miniers* », nuance-t-il.

« *Travailler en réseau s'apprend. Cela n'est pas quelque chose de facile.* », a entre autres tiré comme leçon Serge Namira. De son côté, Viviane Sebahire confirme qu'il y'avait des problèmes de leadership. « *Deux individus tiraient sur les ficelles, chacun avec ses intérêts personnels.* » Cela avait divisé le groupe en deux fractions et les divisions s'amplifiaient au fur et à mesure. A un moment, la méfiance était à son comble et les activités du GTTM avaient même été suspendues pour plusieurs mois.

En 2018, une fraction dissidente a créé son propre Groupe de Travail Thématique. Cela a encore davantage affaibli le GTTM originel. Il a par la suite fallu réorganiser la structure et son fonctionnement. Pour y arriver, il a fallu chercher l'appui d'autres acteurs. C'est ainsi qu'EIRENE Grands Lacs est entré en jeu, pour faciliter en novembre 2019 un atelier sur la consolidation et la redynamisation. Cela a créé la confiance et la conscience que « l'union fait la force » parmi les membres. Un nouveau comité exécutif a été élu et un modus-vivendi formulé. « *La grande erreur que nous avons commise dès le départ était de fonctionner sans aucun règlement précis et écrit. Cela nous a coûté cher à un moment. Maintenant tout est clair et formalisé.* », indique Serge Namira, soulagé.

« *Dans 05 ans, je vois un GTTM fort, capable de mettre en place un pool d'experts, avec un plan d'action opérationnel et ayant des moyens pour accompagner les acteurs. Il sera un véritable cache du plaidoyer* », espère Blaise Bubala. « *Un groupe qui organise des réunions multipartites, avec le CPS, les entreprises privées, les autorités et la communauté* », ajoute, de son côté Viviane Sebahire.

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE/MDP



L'association "Tusaidizane" exécute un micro-projet d'élevage de chèvres

Gitega

Des micro-projets pour faire face à la pauvreté !

A mi-parcours, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » prend forme. Lancé pour 02 ans par EIRENE et Pain pour le Monde (PpLM) avec 04 partenaires locaux, ses premiers micro-projets génèrent du profit et transfèrent les compétences à 20 associations. Malgré des défis (fortes pluies, lenteur dans le décaissement de fonds, concurrence...), il aide à améliorer les revenus et à réduire le potentiel de conflits.

L'association « Jeunesse engagée pour la santé sexuelle et reproductive pour le développement » de Mukoro (commune Bugendana, province Gitega) se réjouit d'avoir déjà 06 de ses membres qualifiés sur la production du savon. Leur expertise est mise à contribution pour former d'autres membres. « Depuis septembre dernier, notre savonnerie a réalisé 15 productions de savons et enregistré un bénéfice de 2.400.000 BIF », se réjouit Pierre-Claver Maniragumije, président de l'association. En plus, ce dernier se dit régulièrement sollicité pour des formations de jeunes organisées à travers le pays sur l'auto-développement par l'épargne et le micro-crédit. Pour lui, le grand défi de ce micro-projet est que certains membres réclament de se partager les dividendes sans attendre le remboursement de 40% pour financer d'autres associations, surtout qu'il s'agit de fonds rotatifs

Bienvenu Nkeshimana, commerçant de Mukoro s'approvisionne en savons chez cette savonnerie de l'association de l'Eglise Anglicane du Burundi (EAB). « Leur savon est bien solide et volumineux, comparé aux autres. Il enlève facilement les saletés sur les habits. En plus, un seul savon coûte 500 BIF alors qu'il est à 600 ailleurs », fait-il remar-

quer. Il déplore cependant des moments de rupture de production suite au retard dans l'approvisionnement en acide et palmis qui servent de matière première.

La résilience à la précarité

L'association « Kazoza Keza » (bon avenir) de l'Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega (ODAG) fait des progrès considérables. « En 03 mois seulement, son micro-projet de boutique alimentaire a réalisé 500.000 BIF comme bénéfice net. On y vend notamment la farine de blé, de manioc, de l'huile de palme et des boissons », explique Abraham Shemezimana, responsable du projet FAIR qui encadre ces micro-projets. « Pour y arriver, ajoute-t-il, les membres de l'association ont ciblé les denrées alimentaires de première nécessité et rabattu les prix ». Ainsi, les clients des environs se frottent les mains !

Le projet FAIR a été lancé avec l'année 2019 dans le cadre d'une collaboration entre les organisations allemandes EIRENE et Pain pour le Monde et 04 partenaires locaux de mise en œuvre : l'Eglise Anglicane / Diocèse de Gitega, ODAG – CARITAS – Gitega, CHIRO-Burundi

/ Archidiocèse de Gitega et la Communauté Islamique du Burundi « COMIBU » / Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humain « AICNDH ». Son objectif est de renforcer le leadership des femmes et des jeunes et créer des chaînes de solidarités et l'entrepreneuriat des jeunes pour faire face à la précarité ambiante et au chômage. Histoire de marier paix et développement.

Au total, 20 micro-projets sont mis en œuvre par les associations rurales, à raison de 05 par partenaire et chacun financé à hauteur de 4 000 000 Fbu, dont il remboursera 40%.

Des facteurs exogènes défavorables

« Kiremshamiryango » (garantie pour les familles) de CHIRO-Burundi est l'une des associations porteuses de micro-projets. Elle est établie en Paroisse Mumuri à Gitega et dispose d'un moulin à grains. Ce dernier sert pour mouliner le maïs, l'éleusine, le sorgho et le manioc. Mais, son action est mise à rude épreuve suite à la concurrence d'un autre moulin électrique à proximité. C'est pourquoi, ses membres comptent le déménager pour l'installer ailleurs.

Quant aux 30 femmes musulmanes de l'association « Tusaidizane » (soutenons-nous), membre de la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU), elles exécutent un micro-projet d'élevage de 30 chèvres combiné avec la culture de pommes de terre. Mais, les changements climatiques n'ont pas joué en leur faveur. « *Les fortes pluies de ces derniers jours ont démoli une partie de l'étable et affecté nos chèvres. Quelques chevreaux en sont morts. C'est pourquoi, nous avons dû reloger toutes les chèvres chez nos membres, en attendant de pouvoir construire une autre étable, en dur* » précise Spès-Caritas Irankunda, présidente de l'association.

Monseigneur Aimé-Joseph Kimararungu, évêque du Diocèse Anglican de Gitega (EAB) est le point focal du Comité de Pilotage du projet. Il regrette la difficulté d'avoir le succès des microprojets en si peu de temps en matière d'autopromotion communautaire, des facteurs exogènes défavorables (facteurs écologiques, un pouvoir d'achat de la population très bas, l'instabilité monétaire, etc.) ainsi que la lenteur des procédures de décaissement des fonds par le bailleur.

Des « maladies de jeunesse »

Pour Monseigneur Kimararungu, les bénéficiaires du



Bienvenu Nkeshimana, vendeur de savons

projet ont été renforcés en matière d'autopromotion communautaire et de mise en œuvre de leurs micro-projets. « *Il y a eu aussi plus de cohésion sociale entre les bénéficiaires d'origines différentes et entre des organisations de mise en œuvre avec des croyances différentes* », reconnaît-il.

Quant à la Coordination d'EIRENE Grands Lacs, elle sert d'intermédiaire entre le projet FAIR et le partenaire financier Pain pour le Monde (PpLM). Mais, là aussi, la mise en œuvre du projet avec un personnel de quatre organisations et de la gestion des 20 associations et de l'équipe de projet employée par EIRENE n'était pas chose facile au début. C'est pourquoi, la planification et la mise en œuvre des microprojets ont été considérablement retardées. Il aura fallu attendre septembre 2019 pour le démarrage effectif des 12 premiers micro-projets. Cela fait tout de même partie du processus d'apprentissage, un des objectifs du projet.

Malgré les défis majeurs, le projet entend aider les groupes cibles à créer des revenus, renforcer les capacités de gestion des associations et des organisations partenaires. L'amélioration des revenus et le renforcement de la capacité organisationnelle auront une valeur ajoutée au programme d'EIRENE et ses partenaires dans la réduction du potentiel de conflit dans les communautés rurales et la promotion de la paix sociale.

Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Live Irakoze, chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR

Apprendre de l'expérience des autres !

Du 02 au 06 décembre 2019, EIRENE a organisé à Ouagadougou au Burkina Faso une formation sur la Gestion Non-Violente des Conflits (GNVC) et les stratégies d'édification de la paix. Y ont pris part 18 Assistants Techniques de Paix, responsables des projets et leaders d'organisations partenaires d'EIRENE provenant des régions du Sahel (Niger et Burkina Faso) et des Grands Lacs (Burundi et République Démocratique du Congo). Cette formation assurée par Dr Vikki Grime a surtout permis aux membres des équipes des deux régions d'échanger leurs expériences en matière de gestion des conflits. Les participants proviennent d'une diversité d'origines géographiques, ethniques et religieuses. Cela a enrichi l'échange même si c'était parfois difficile suite au manque d'informations sur le contexte des autres.

Engagements pris par les participants des Grands Lacs, au terme de la formation :

a. Maison de la Presse du Burundi, projet « Médias & Paix »

- * Renforcement-spécialisation de certains membres du pool de formateurs du Centre de Formation des Médias (CFM-Maison de la Presse) sur les thématiques de Gestion Non-violente des Conflits (GNVC), Journalisme Sensible aux Conflits (JSC), le Do No Harm (DNH) et Communication non-violente (CNV).
- * La pérennisation des expertises par la signature des actes d'engagement entre les membres du pool de formateurs du CFM et la Maison de la Presse.
- * Synergies d'actions avec d'autres acteurs de paix et le gouvernement.
- * Combinaison de certaines approches comme le débat public radio et le théâtre participatif.
- * Mise en réseau des grandes radios des milieux urbains avec les radios communautaires de proximité notamment lors des débats publics radio.
- * Mise en place d'un système d'évaluation des acquis (histoires de succès) en matière de journalisme de paix chez les médias partenaires.
- * La mise en place des points focaux sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) dans les médias communautaires.
- * La prise en compte systématique de l'équilibre genre dans les interventions.

b. Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH), projet « Tujenge Pamoja »

- * Intégration de la dimension « Do No Harm » dans toutes ses interventions (planification des activités, leur réalisation sur terrain ainsi que le suivi-évaluation), conception de nouveaux outils au niveau des animateurs de terrain en tenant compte de cette dimension.



Lors des travaux en groupes

- * Organisation des séances d'échange sur l'approche « Do No Harm » dans l'analyse du contexte avec les animateurs et les représentants des Dynamiques Locales de Paix (DLP) et des Clubs de paix.
- * Mise sur pied des séances d'analyse des conflits avec un accent particulier sur les outils iceberg, profil historique, oignon (Positions-Intérêts-Besoins) et les techniques traditionnelles/communautaires et juridiques d'intervention avec les animateurs.
- * Renforcement des capacités sur l'utilisation de bonnes pratiques de paix.

c. CHIRO-Burundi, projet « Amahoro »

- * Restitution des acquis de la formation aux autres membres de l'équipe du projet et aux dirigeants du mouvement CHIRO-Burundi.
- * Adaptation-actualisation du module de formation sur la Gestion Non-Violente des Conflits (GNVC) pour plus d'efficacité des formations organisées par CHIRO-Burundi.
- * Formation des membres des clubs de paix et des animateurs diocésains sur la GNVC.
- * Initiation des membres des clubs de paix sur l'analyse du contexte Conflit/Paix.
- * Validation des outils d'analyse des conflits harmonisés au niveau du mouvement CHIRO-Burundi.

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-MDP



EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires d'EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi ainsi que l'ONG congolaise « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH).

Le programme actuel « Transformation Alternative des Conflits – Transparence et Initiative Communautaire (TAC-TIC) » a démarré en 2018 et se termine en 2021.

Le volet du programme « cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « médias et paix » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits humains à travers des débats publics et émissions interactives radio.

Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.

A part du programme TAC-TIC, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » lie les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

- CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement**
- Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité**
- L'or et la misère – La lutte d'ONGP pour la justice**
- Misisi – Quand l'or fait des misérables (français, anglais et allemand)**
- EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs**